LES CINÉMAS DU GRÜTLI

JUIN 2018

LE COURRIER
L'essentiel, autrement.

NUL HOMME N'EST UNE ÎLE

JEUDI 21 JUIN 19H00
EN PRESENCE DU REALISATEUR

A travers des initiatives locales, le cinéaste français Dominique Marchais déploie une précieuse réflexion politique sur le «bon gouvernement». Entretien

TROIS UTOPIES BIEN ANCRÉES

PROPOS RECUEILLIS PAR
MATHIEU LOEWER

«Nul homme n'est une île» ► Une coopérative agricole en Sicile; une commune des Grisons qui résiste à l'exode rural; un petit Land autrichien, pionnier de l'architecture écologique et modèle de démocratie participative. *Nul homme n'est une île* serait-il un de ces documentaires qui répertorient diverses démarches exemplaires? Le projet du cinéaste français Dominique Marchais est bien plus ambitieux. Son film débute ainsi par un cours d'histoire de l'art sur la fresque Allégorie et effets du bon et du mauvais gouvernement, peinte en 1338 par Ambrogio Lorenzetti sur les murs du Palais communal de Sienne.

Ce triptyque, illustrant les principes d'une politique éclairée, devient une clé de lecture pour appréhender les expériences contemporaines des Galline Felici («poules heureuses») italiennes, dans le village alpin de Vrin et au Vorarlberg. A la lumière des liens entre politique et paysage, ce documentaire sonde trois réponses locales à des problématiques globales. Des initiatives à la fois utopiques et pragmatiques, écologiques et démocratiques, où des citoyens ont pris en main le destin de leur région. Entretien avec un réalisateur travaillé par la question du territoire.

La maison communale de Sankt Gerold, dans le Land du Vorarlberg en Autriche. ZADIG FILMS / SISTER DISTRIBUTION

Pourquoi ouvrez-vous le film sur la fresque de Sienne?
Dominique Marchais: La fresque est une expression de la période communale en Italie. Il y avait alors une circulation et des relations soutenues entre les régions du Saint-Empire romain germanique. Elle inscrit le film à la fois dans une géographie et une histoire européennes, avec l'idée de comparer les espaces et les époques – le titre de travail était d'ailleurs *Nouvelles de l'Empire*. La fresque est essentielle, pour ce qu'elle raconte et met en scène: le rapport entre ville et campagne, politique et paysage, ou encore la question du travail.

Les principes exposés par cette œuvre de 1338 sont-ils donc toujours pertinents en 2018?
J'ai tendance à penser que toutes les questions ont déjà été posées – on pourrait remonter à l'Antiquité grecque. Nous sommes aujourd'hui dans une séquence historique qui touche peut-être à sa fin, ou du moins dans une période de crise. Il y a une tension entre des besoins identitaires et le désir d'un modèle plus fédéral. Les expériences que je montre dessinent une Europe post-nationale. Ces collectifs autonomes se pensent dans un espace plus vaste.

De la fresque vient aussi l'idée que le paysage et l'architecture trahissent le «mauvais gouvernement»…
Les effets d'une politique s'impriment dans l'espace. On peut voir le paysage et le bâti comme un miroir de ce que nous sommes en tant que communauté. Les lotissements, les zones industrielles, les centrales nucléaires: Lorenzetti aurait peint tout cela du côté du «mauvais gouvernement»! En Sicile, c'est le paysage de la mondialisation, de la corruption, du blanchiment, de la tyrannie. A l'inverse, le Vorarlberg est un modèle en matière de démocratie participative et de transition énergétique, et tout est parti du besoin de réapprendre à construire de bonnes maisons.

Ces initiatives locales sont-elles autant de réponses à l'inaction ou à l'impuissance de l'Etat?
En Sicile, il y a une collusion totale entre le pouvoir politique et la mafia. On n'en est pas encore là en France, mais l'Etat n'a plus la puissance pour entreprendre des grands projets nationaux. Il n'est pas en mesure de transformer le modèle agricole, par exemple. De toute façon, dans la fonction publique règne une inculture des enjeux liés à l'écologie ou au climat. La politique institutionnalisée – gouvernements et partis – ne fait guère plus que gérer l'urgence. Il ne faut pas attendre non plus que la COP ou Trump règlent le problème de la transition énergétique. On en est arrivé à un point aberrant où l'élection d'un hurluberlu qui retire son pays de tous les accords internationaux semble condamner la planète entière à l'immobilisme. D'autres acteurs doivent donc se saisir de ces questions.

Ces trois expériences ne sont-elles pas aussi une remise en cause du modèle démocratique dans sa forme actuelle?
Je ne veux pas balayer d'un revers de main les questions de représentation et de délégation du pouvoir, mais ce n'est pas l'alpha et l'oméga de la politique. L'exercice de la citoyenneté ne se limite pas aux élections. Ne peut-on pas être citoyen dans un autre cadre que celui de la nation? La politique doit se vivre au quotidien, dans la cité. Comment agir depuis l'endroit où on vit et dans son travail? Voilà la question qu'il faut se poser. On peut faire de la politique sans voter, en définissant une direction à suivre, en devenant un acteur du changement.

Vous postulez que le local serait ainsi le «dernier territoire de l'utopie».
Selon Tocqueville, «la commune est l'école de la démocratie». Le local est une bonne échelle pour expérimenter la complexité des questions politiques, leurs interdépendances, leurs interconnexions. On peut avoir des retours sur expériences, voir ce qui marche ou pas, intérioriser les enjeux globaux. Une communauté se pense aussi dans la durée et la transmission.

> **«Demandons-nous dans quel paysage nous souhaitons vivre, puis comment mettre en œuvre un projet commun»**
> Dominique Marchais

Les cas présentés paraissent exemplaires, mais sont-ils exportables?
Dans les documentaires comme *Demain*, on nous fait croire que les solutions sont là, qu'il suffit de les appliquer chez soi. Et quand tout le monde fera la même chose partout, nous serons sauvés? Je défends la logique inverse, celle du vernaculaire, du génie du lieu, de l'intraduisible. Il ne faut pas reproduire ces initiatives, mais comprendre comment elles peuvent nous inspirer dans notre contexte particulier, notre situation territoriale et notre culture. Il faut repenser un projet politique à partir du paysage. Je reviens à la fresque. Le peintre montre la supériorité du régime communal à travers un paysage beau, productif et pacifié. Je pose la question dans l'autre sens: demandons-nous dans quel paysage nous souhaitons vivre, puis comment mettre en œuvre un projet commun.

L'émergence et la pérennité de ces trois initiatives semblent en effet liées à des contextes à la fois très différents et très particuliers.
En Sicile, c'est l'énergie du désespoir face à une situation catastrophique. A Vrin, une vision très claire de ce que deviendrait ce village alpin: avec la disparition de l'agriculture et de l'artisanat, il ne resterait plus que des résidences secondaires voire des remontées mécaniques. Dans le Land de Vorarlberg, c'est une longue histoire qui commence à la fin des années 1960 avec un petit groupe de maîtres charpentiers et d'architectes écolos. Ils ont construit des maisons à l'architecture minimale, en revalorisant la tradition du bois. Dans les années 1980, certains maires ont compris l'intérêt de perpétuer ces savoir-faire dans une région confrontée à l'exode rural, et leur ont passé des commandes pour des bâtiments publics. Et puis, il y a le Bureau des Questions du Futur, dont les fonctionnaires assurent un mandat d'ingénierie. Une institution sans équivalent ailleurs, qui a diffusé une culture de la participation dans tout le Land. L'architecture a été le cheval de Troie d'une prise de conscience écologique. Parce que cette architecture posait toutes les questions importantes: les ressources et l'économie locales, la formation et la transmission, les énergies renouvelables.

Vous l'évoquez à peine, mais les trois démarches s'inscrivent contre la logique capitaliste…
Je ne me situe pas sur le terrain idéologique. Ces initiatives ne sont pas nées dans des franges ou des ZAD, mais dans des entreprises commerciales. La question que se posent les acteurs n'est pas celle du capitalisme, mais du projet social et du bien commun. La coopérative Galline Felici propose un modèle agricole à la fois vertueux et économiquement rentable. Le monde de l'entreprise n'est pas forcément en contradiction avec des objectifs environnementaux, climatiques, sociaux. Les PME s'en soucient, ce sont les entreprises transnationales qui s'en moquent. On en revient à la question de l'échelle et de l'ancrage territorial. Certains spectateurs sont déçus que mon film ne soit pas ouvertement anticapitaliste, mais pour agréger des acteurs d'autres horizons, il faut se défaire d'un certain purisme politique. ■

A l'affiche dès me 20 avril. Séances et débats en présence du cinéaste: lu 18 à La Chaux-de-Fonds (ABC), ma 19 à Neuchâtel (Apollo), me 20 à Lausanne (Galeries), je 21 à Genève (Grütli) avec Lisa Mazzone, conseillère nationale (Verts), Sylvain Ferretti, directeur de l'Office de l'urbanisme et Francesco Della Casa, architecte cantonal.

PUBLICITÉ